

# Qui aura le courage de la vérité ?

Posté le : 30 septembre 2008 00:23 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Monnaies et changes, Histoire économique récente

Pendant que le château de cartes bancaire s'effondre, aucun diagnostic sérieux n'est donné par quiconque, la majorité des commentateurs du milieu politico administratif et journalistique se contentant d'évoquer la « cupidité » des banquiers et l'insuffisance des contrôles.

Rappelons que la source du problème est la succession d'inondations monétaires organisées par les Etats-Unis pour se sortir de crises récurrentes aggravées par les déficits gigantesques qu'ont permis le système aberrant des changes flottants.

Les banques se sont retrouvées confrontées à des taux d'intérêt si bas (et même un temps négatifs) qu'il leur a bien fallu trouver des moyens de gagner de l'argent. Quand l'argent ne vaut rien l'emprunter est un bienfait facile à obtenir. Ce ne sont pas les demandeurs de crédit qui manquent. On emprunte pour des besoins lourds. L'immobilier des particuliers est en première ligne, surtout quand il a longtemps stagné.

Les banquiers ont donc prêté en masse à une clientèle soudain abondante mais progressivement moins sûre. Et ils ont utilisés les produits dérivés hors bilan pour pouvoir accroître encore leurs en cours de prêts afin d'atteindre les niveaux de revenus indispensables. C'est là que les risques ont été accumulés. Cette soudaine pression sur le marché immobilier a fait déraiper les prix qui se sont accrus puis envolés. La bulle a entretenu la bulle. Jusqu'à l'inévitable explosion lors du non moins évitable retournement cyclique de la conjoncture qui se produit tous les 6-10 ans.

La vraie réforme est celle d'un système monétaire international qui permet de laisser flotter les monnaies et concrètement a autorisé les Etats-Unis du fait du rôle mondial du dollar a accumulé les déficits sans drames apparents pendant des lustres. Si le monde avait disposé d'un système monétaire normal et équilibré, où chaque pays aurait eu les mêmes droits et devoirs, les inondations monétaires associées aux déficits américains n'auraient pas pu se produire et leurs conséquences auraient été évitées.

A partir de là les autres mesures se déduisent sans difficulté :

- Des taux d'intérêt trop bas, c'est-à-dire durablement sous le taux de croissance moyen, sont toxiques.
- Le seul contrôle que l'on peut faire en cas de bulle est quantitatif : si un marché double ou triple par rapport à son niveau moyen, il faut restreindre la quantité de crédit disponible pour ce marché. C'est très difficile à faire en cas d'abondance illimitée du crédit et la politique doit être menée de front partout dans le monde. Mieux vaut monter rapidement les taux d'intérêt. Mais des avertissements peuvent servir.
- Il ne peut y avoir de crédit basé sur la seule valeur du bien acheté par ce crédit : la solvabilité de l'emprunteur doit être contrôlée.

**Le reste est du détail.**

On voit donc que la crise actuelle aurait pu être facilement évitée. Ce n'est pas « une crise du capitalisme », ou « du néolibéralisme financier ». C'est une crise de la super puissance américaine qui ne veut pas accepter d'être « primus inter pares » dans l'organisation mondiale de l'économie. C'est une crise du système monétaire international. C'est une crise du contrôle global quantitatif des excès de crédit. C'est une crise du surendettement organisé des ménages.

## **Il faut pour l'expliquer et défendre les solutions qui s'imposent un courage politique formidable :**

- S'opposer à « l'exception américaine » induite, sans passer pour anti américain de principe.
- Exiger une réforme du système monétaire international dans le sens de changes fixes et ajustables avec un gendarme des déséquilibres excessifs, sans passer pour un nostalgique de l'étalon or.
- Proposer un pilotage global de l'activité de crédit, dans le cadre national et international, pour refroidir en dû temps les dérapages massifs sans tomber dans la gestion administrée des banques.
- Pousser des législations permettant de limiter le surendettement des ménages sans empêcher l'indispensable accès au crédit.
- Restreindre les opérations hors bilan sans compromettre la nécessaire innovation technique. 1

Autant dire que le politicien qui se sentira suffisamment armé pour s'opposer à ces faux semblants n'est pas né.